M. le vice-président: Je pense devoir prendre cette question en délibéré. Je tâcherai de rendre une décision quant à la recevabilité de la motion du député en fin de journée. En attendant, nous poursuivrons le débat.

M. Darling: Monsieur le Président, de nombreux projets de loi de ce genre nous ont été présentés. Quand on les additionne, le résultat est plutôt sidérant. Le projet de loi C-30 nous demandait 12 milliards, le C-59, 14 milliards, le C-111, 6,6 milliards, le C-125, 7 milliards, le C-151, 10,7 milliards. Nous avons maintenant le C-21 qui demande la plus forte somme jamais exigée, soit 29,55 milliards. Cela représente au total 102 milliards, tout cela au cours de la même législature et ce n'est pas fini.

Comme chacun le sait, ce projet de loi doit servir à payer les emprunts des années précédentes. Le tiers des recettes fiscales sert à payer l'intérêt sur la dette nationale. Cette dernière pourrait atteindre 180 milliards en grande partie à cause du gouvernement actuel. Tous les Canadiens doivent comprendre que les gouvernements empruntent de l'argent exactement comme les particuliers. Toutefois, quand il va emprunter 29 milliards sur le marché des capitaux, cela fait grimper les taux d'intérêt pour tous les autres emprunteurs. C'est précisément ce qui se passe aujourd'hui.

Je sais bien, monsieur le Président, que le gouvernement a besoin d'argent pour administrer les affaires publiques. Il a besoin d'argent ne serait-ce que pour payer l'intérêt du service de la dette. Mais je crois que les Canadiens savent d'ores et déjà quel sort ils vont réserver à ce gouvernement aux prochaines élections. Ils vont lui faire savoir qu'ils en ont assez de lui et ils vont lui signifier son congé. A la porte, les vauriens!

Nous sommes nombreux à nous demander ce que le gouvernement va faire de cet argent, monsieur le Président. Au lieu de s'opposer carrément à l'adoption de cette mesure, certains d'entre nous aimeraient proposer des solutions. Nous avons affaire à un gouvernement qui ne craint pas la dépense. Il a eu des largesses d'ivrogne pour les programmes qu'il chérit. Je pense notamment aux Travaux d'hiver et autres projets de ma circonscription. Tout à fait par hasard, ce sont les circonscriptions libérales, surtout celles des ministériels, qui ont eu la part du lion.

Le gouvernement pourrait débloquer de vastes sommes d'argent cette année et l'année prochaine pour résoudre l'un des problèmes les plus graves qui existent actuellement, les pluies acides. Le ministre de l'Environnement (M. Caccia) est en pourparlers en ce moment avec neuf de ses homologues d'Europe et des dix provinces. J'espère que leurs entretiens aboutiront à des solutions et que les autorités fédérales et provinciales y donneront suite de manière concrète. Ainsi, elles devraient légiférer la réduction des émissions de bioxyde d'azote des automobiles et d'anhydride sulfureux des fonderies gigantesques.

Le Canada est assurément un très grand pollueur car les émissions y atteignent les cinq millions de tonnes par an, alors qu'aux États-Unis, elles sont de 25 millions de tonnes. Le rapport devrait être de plus ou moins dix contre un, comme pour les populations des deux pays, ce qui prouve que nous sommes loin d'être blancs comme neige. Voilà pourquoi j'espère que le gouvernement prendra des mesures efficaces dans ce domaine

cette année même, car il n'en aura plus le loisir à compter de l'année prochaine.

Par ailleurs, le gouvernement consacre des sommes énormes à sa publicité. Les quotidiens recèlent de grandes pages vantant les mérites des ministres et de leurs services, au coût de millions et de millions de dollars. Malgré les grands battages publicitaires qu'orchestrent les fabricants de savon et bien d'autres pour faire mousser leurs produits, c'est encore le gouvernement fédéral qui fait le plus de publicité, qui dépense le plus dans ce domaine. Il est donc grand temps qu'il envisage de comprimer passablement ses dépenses publicitaires. Je m'intéresse aussi particulièrement au secteur touristique qui occupe le deuxième rang en importance au Canada. Il nous rapporte en effet 18 milliards de dollars par an. On en reparlera demain, car je crois que la journée est réservée à l'opposition et le sujet y sera alors traité; d'ailleurs, le gouvernement devrait aider davantage ce secteur qui emploie 1,1 million de personnes. Il s'agit en fait de redonner du travail au maximum de chômeurs, ce qui devra permettre de redresser l'économie. J'espère qu'on pourra faire quelque chose à cet égard.

Les subventions accordées aux divers ministères représentent le gros lot, pour ainsi dire. Je songe notamment aux sociétés d'État. Et particulièrement à la Société Radio-Canada que beaucoup appellent en anglais la «Crazy Broadcasting Corporation», et qui coûte au contribuable quelque 900 millions de dollars par an.

M. Masters: A peu près la même chose que le réseau national des Américains.

M. Darling: J'en suis parfaitement conscient. Toutefois, c'est une dépense de 900 millions de dollars. Lorsqu'un grand événement se produit à la Chambre des communes, le budget ou la démission du premier ministre, vous sortez et toute la place est remplie de camions de Radio-Canada. CTV et Global, qui s'arrangent pour produire d'assez bons programmes, n'ont pas besoin de tout ce matériel. On se demande donc quelle proportion de ces 900 millions pourrait être supprimée. Les Postes canadiennes sont une société de la Couronne qui est censée livrer le courrier dans des délais et à un prix raisonnables. Nous n'attendons pas d'elle qu'elle s'autofinance immédiatement. Beaucoup de députés désapprouvent la décision des Postes canadiennes de se livrer à la vente par catalogue pour récolter de l'argent, car cela conduira de petites entreprises à la faillite. Voilà un autre domaine que le gouvernement devrait vérifier.

● (1540)

Il y a également la caisse noire de 4 milliards de dollars, un fonds de réserve, pour l'usage que le gouvernement voudra bien en faire. Le projet de loi prévoit donc 25 milliards plus 4 autres milliards. On les utilisera peut-être comme fonds électoral spécial, pour faire quelques nouveaux cadeaux et essayer de sauver un gouvernement qui court à sa perte. Je vois que vous me faites signe, monsieur le Président, que mon temps est écoulé.

M. Bob Ogle (Saskatoon-Est): Monsieur le Président, je suis heureux de disposer de quelques minutes pour faire certaines observations sur le projet de loi C-21, portant pouvoir d'emprunt de 29,55 milliards de dollars, pour l'année financière 1984-1985. Ce montant se divise en 25,6 milliards en